

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE  
(APS)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010-1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) le marché relatif à la **conception et à la réalisation du site Web** attribué à **Yellow Services** pour un montant de **5 500 000 F CFA** a été attribué sur des bases non concurrentielles. L'APS n'a pas invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifiée, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectuée. Les paiements ont été effectués sur la base de la facture approuvée par le DG mais la liasse ne comprend pas d'attestation de services faits. Il s'agit tout simplement d'une commande directe, non formalisée avec un cahier des charges bien conçu sur la base duquel les offres auraient dû être préparées.
- b) le marché relatif à **l'achat d'ordinateurs** attribué en 2010 à la **Compagnie Sénégalaise d'Informatique** pour un montant de **4 000 000 F CFA** a été conclu sur des bases non concurrentielles au regard de la documentation qui a été mise à notre disposition. Des paiements partiels ont été effectués en 2011 sur ce marché pour un montant de 2 000 000 F CFA. L'APS n'avait pas invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifiée, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectuée. Il s'agit tout simplement d'une commande directe, non formalisée avec un cahier des charges bien conçu.
- c) concernant le marché portant sur **l'achat de cinq anti virus, un souffleur et de deux SWITCH** octroyé à **Touba Informatique** pour **230 000 F CFA**, même s'il constitue un achat dispensé de la forme écrite en vertu de l'arrêté 11 585 pris en application de l'article 77-3 (ou 78-3 du décret 2011-1048 du 27/07/2011), la consultation, même non formalisée, de cinq fournisseurs était requise pour assurer un choix sur des bases concurrentielles.
- d) pour le marché sur **l'Edition du Magazine « L'observatoire »** attribué à **GRAPHI PLUS** en 2010 pour un montant de **2 671 992 F CFA** sur des bases non concurrentielles, un paiement partiel de 750 000 F CFA a été effectué en 2011. L'APS n'avait pas non plus invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifiée, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectué. Il s'agit tout simplement d'une commande directe.
- e) plusieurs factures ont été enregistrées en 2011 pour un montant cumulé estimé à **6 356 645 F CFA** concernant le marché portant sur **l'entretien et la réparation de véhicules** attribué à **Thioune**. La procédure de sélection du garagiste n'est pas documentée. Les travaux d'entretien et de réparation ne donnent pas lieu non plus à l'émission de bons de travaux dûment approuvés avant établissement de bons de commande sur la base de devis sollicités auprès d'au moins cinq fournisseurs, les attestations de service faits ne sont pas établies par le Chef de Parc pour être jointes aux factures avant apposition du « Bon à Payer » et établissement des chèques. L'examen de quelques factures du Garagiste a permis de noter que

la TVA n'est pas isolée et que des paiements ont été faits TTC alors que lesdites factures auraient dû être retraitées, la TVA précomptée et les paiements effectués Hors Taxes.

- f) plusieurs factures ont été enregistrées en 2011 dans le compte de **AMESATOU** pour **l'achat de fournitures de bureau** pour un montant cumulé estimé à **1 935 082 F CFA**. Il s'agit de commandes effectuées sur des bases non concurrentielles. En résumé, l'APS invoque un déficit chronique de trésorerie pour justifier l'impossibilité de mettre en concurrence des fournisseurs peu enclins à accorder des crédits à l'Agence qui s'emploie à maintenir ses fournisseurs actuels.

## **2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux**

- a) le Plan de Passation des Marchés, l'Avis Général de Passation des Marchés n'ont pas été établis par l'Autorité Contractante en violation des dispositions de l'article 6 du CMP ;
- b) la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés n'ont pas été instituées en violation des articles 36 et 35 du CMP, les attestations de la charte de transparence n'ont pas également été établies ;

A notre avis, au regard de l'importance des réserves et exceptions évoquées ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés Publics.

	<b>SOMMAIRE</b>	<b>Pages</b>
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	8
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	10
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	12
1.4	Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	14
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	16
2.1	Contexte de l'intervention	17
2.2	Objectifs de la mission	18
2.2.1	Objectifs généraux	18
2.2.2	Objectifs spécifiques	18
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	19
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	22
3	Approche méthodologique mise en œuvre	23
3.1	Revue approfondie des textes de référence	24
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	25
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	26
3.3.1	Audit de la préparation des marchés	27
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution	28
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	29
4	Résultats des travaux	30
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	31
4.1.1	Commission des Marchés	31
4.1.2	Cellule de Passation des Marchés	31
4.1.3	Charte de Transparence et d'Ethique en Matière de Passation des Marchés	31
4.1.4	Documents de programmation de la passation des marchés	31
4.1.4.1	Plan de passation des marchés	31
4.1.4.2	Avis général de passation des marchés	31
4.1.5	Rappel des seuils applicables à l'APS	32
4.2	Examen des marchés	32
4.2.1	Périmètre couvert par nos travaux	32
4.2.2	Marchés extraits de la balance et conclus sans procédures concurrentielles	33

### **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d’Offres Ouvert
APS	Agence de Presse Sénégalaise
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**



## **1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**

### **SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES**

VOIR OPINION

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP, de la circulaire N°4 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP et de l'arrêté 11 585 du MEF ci-avant mentionné ;

Effectuer les précomptes de TVA et procéder à leur reversement conformément aux dispositions du CGI.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
RAS

RAS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
	RAS

RAS

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE

#### **1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

# **TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

<b>Description</b>	<b>Commande Directe</b>	<b>Commande Directe</b>	<b>Commande Directe</b>	<b>Commande Directe</b>	<b>Commande Directe</b>	<b>Commande Directe</b>
<b>Nature</b>	<b>Conception et réalisation du site Web</b>	Achat d'ordinateurs	Achat de 5 anti-virus, 1 souffleur et 2 Swift	Edition du magazine « L'Observatoire »	Entretien et réparation de véhicules	Achat de fournitures de bureau
<b>Attributaires</b>	Yellow Services	CSI	Touba Informatique	Graphi Plus	Thioune	Amesatou
<b>Montants en F CFA TTC</b>	5 500 000	4 000 000	230 000	2 671 992	6 356 645	1 935 082
Commande directe non formalisée	✓	✓	✓	✓		
Défaut de procédure concurrentielle	✓	✓				✓
Procès verbaux non établis	✓	✓		✓		
Absence d'attestation de service fait	✓				✓	
Absence de bons de travaux					✓	
TVA non précomptée et paiements effectués en TTC					✓	
Circulaire N° 004 du 31/03/2009 du Premier Ministre sur la procédure des DRP	✓	✓		✓		
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP			✓			

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**



## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs :

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 90-07 du 20 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;



- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence de Presse Sénégalaise (APS) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,

- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au

libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),

- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,

- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMF),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM), compétente pour les opérations de passation des marchés, n'a pas été instituée par l'Autorité Contractante comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés n'a également pas été instituée pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** n'ont pas été établies par l'Autorité Contractante.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'APS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMF.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

La Plan de Passation des Marchés n'a pas été confectionné et a fortiori transmis à la DCMF conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Le PPM aurait dû être établi et transmis à la DCMF au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

##### **4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES**

L'AGPM n'a pas été publié en violation des dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'APS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'APS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'APS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	30	400	200	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	$\geq 35$

#### 4.2 EXAMEN DES MARCHES

##### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appels d'offres ouverts (AOO)	-	-	-	-	-	-
Appels d'offres restreints (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Propositions (DP)	-	-	-	-	-	-
Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)	-	-	-	-	-	-
Ententes directes (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenants	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

Les fiches récapitulatives ci-après portent sur les marchés sélectionnés à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs. Il s'agit pour l'essentiel de marchés passés en 2010 dont l'exécution financière s'est faite en 2011.



#### 4.2.2 MARCHES EXTRAITS DE LA BALANCE ET CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

CONCEPTION ET REALISATION SITE WEB	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	
Attributaire	YELLOW SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	5 500 000
Non conformités	Ce marché a été attribué sur des bases non concurrentielles. L'APS n'a pas invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifiée, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectuée. Les paiements ont été effectués sur la base de la facture approuvée par le DG mais la liasse ne comprend pas d'attestation de services faits. Il s'agit tout simplement d'une commande directe, non formalisée avec un cahier des charges bien conçu.
Recommandations	Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°4 du 31 mars 2009 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Aucun
Appréciation du Consultant	-

ACHAT D'ORDINATEURS	
Date de saisine des fournisseurs	-
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-
Délai de préparation des offres	-
Date d'attribution	-
Fournisseurs consultés	-
Nombre d'offres reçues	-
Attributaire	CSI - COMPAGNIE SENEGALAISE D'INFORMATIQUE
Montant du marché en F CFA TTC	4 000 000
Non conformités	<p>Ce marché avait été attribué en 2010 à la Compagnie Sénégalaise d'Informatique pour un montant de 4 000 000 F CFA sur des bases non concurrentielles. Des paiements partiels ont été effectués en 2011 sur ce marché pour un montant de 2 000 000 F CFA.</p> <p>L'APS n'avait pas invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifiée, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectuée.</p> <p>Il s'agit tout simplement d'une commande directe, non formalisée avec un cahier des charges bien conçu.</p>
Recommandations	Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°4 du 31 mars 2009 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	Aucun
Appréciation du Consultant	-

<b>ACHAT DE CINQ ANTI VIRUS D'UN SOUFFLEUR ET DE DEUX SWITCH</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	
<b>Attributaire</b>	<b>TOUBA INFORMATIQUE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>230 000</b>
<b>Non conformités</b>	Quand bien même ces achats sont dispensés de la forme écrite en vertu de l'arrêté 11 585 pris en application de l'article 77-3 (ou 78-3 du décret 2011-1048 du 27/07/2011), la consultation, même non formalisée, de cinq fournisseurs est requise pour assurer un choix sur des bases concurrentielles.
<b>Recommandations</b>	Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de l'arrêté 11 585 du MEF ci-avant mentionné.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Aucun
<b>Appréciation du Consultant</b>	-

<b>EDITION DU MAGAZINE « L'OBSERVATOIRE »</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	
<b>Attributaire</b>	<b>GRAPHI PLUS</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>2 671 992</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Marché attribué à GRAPHI PLUS en 2010 pour un montant de 2 671 992 F CFA sur des bases non concurrentielles . Un paiement partiel de 750 000 F CFA a été effectué sur ce marché en 2011.</p> <p>L'APS n'avait pas invité cinq candidats à soumissionner, par conséquent le dossier ne comprend pas les offres des soumissionnaires éventuels, le procès verbal d'évaluation des offres n'a pas été établi, l'attribution n'a pas été notifié, l'information des potentiels soumissionnaires non retenus n'a pas été effectué.</p> <p>Il s'agit tout simplement d'une commande directe.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°4 du 31/03/2009 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Aucun
<b>Appréciation du Consultant</b>	-

<b>ENTRETIEN ET REPARATION DE VEHICULES</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	
<b>Attributaire</b>	<b>THIOUNE</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>6 356 645</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Plusieurs factures ont été enregistrées en 2011 pour un montant cumulé estimé à 6 356 645 F CFA. La procédure de sélection du garagiste n'est pas documentée. Les travaux d'entretien et de réparation ne donnent pas lieu non plus à l'émission de bons de travaux dûment approuvés avant établissement de bon de commande sur la base de devis sollicités auprès d'au moins cinq fournisseurs, les attestations de service fait ne sont pas établies par le Chef de Parc pour être jointes aux factures avant apposition du « Bon à Payer » et établissement des chèques.</p> <p>L'examen de quelques factures du Garagiste a permis de noter que la TVA n'est pas isolée et que des paiements ont été faits TTC alors que lesdites factures auraient dû être retraitées, la TVA précomptée et les paiements effectués Hors Taxes.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°4 du 31/03/2009 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Effectuer les précomptes de TVA et procéder à leur reversement conformément aux dispositions du CGI.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	Aucun
<b>Appréciation du Consultant</b>	-

<b>ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU</b>	
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	-
<b>Fournisseurs consultés</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	
<b>Attributaire</b>	<b>AMESATOU</b>
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	<b>1 935 082</b>
<b>Non conformités</b>	<p>Plusieurs factures ont été enregistrées en 2011 dans le compte de AMESATOU pour un montant cumulé estimé à 1 935 082 F CFA. Il s'agit de commandes effectuées sur des bases non concurrentielles.</p> <p>En résumé, l'APS invoque un déficit chronique de trésorerie pour justifier l'impossibilité de mettre en concurrence des fournisseurs peu enclins à accorder des crédits à l'Agence qui s'emploie à maintenir ses fournisseurs actuels.</p>
<b>Recommandations</b>	Veiller à la mise en œuvre rigoureuse des dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°4 du 31/03/2009 du Premier Ministre qui fixe les modalités de mise en œuvre de la procédure de DRP.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**

**BSC  
BUSINESS SYSTEM  
CONSULTING GROUP**

*(Conseil - Audit - Expertise)*

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 02 avril 2013

**A Monsieur le Directeur Général  
de l'Agence de Presse Sénégalaise  
(APS)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

**Monsieur le Directeur Général,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.



**Ibra Guèye  
Associé**



## **ANNEXE II. PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**